

# DISCOURS DE LA CÉRÉMONIE D'OUVERTURE D'ICASA

MICHEL SIDIBÉ, DIRECTEUR EXÉCUTIF DE L'ONUSIDA

4 DÉCEMBRE 2017





Mon cher frère, Monsieur le Président,  
Ma sœur Dominique Ouattara, Première Dame de Côte d'Ivoire et marraine de l'ICASA 2017,  
Monsieur le Président Bédié et Madame,  
Mesdames et Messieurs les Présidents des Institutions,  
Monsieur le Vice-Président,  
Monsieur le Premier Ministre,  
Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Mesdames les Premières Dames,  
Mesdames et Messieurs, mes chers amis, collègues des Nations Unies,

Je voudrais commencer par dire que c'est un honneur et un privilège pour moi d'être à Abidjan aujourd'hui.

J'ai eu le privilège de participer à plusieurs ICASA et j'ai rarement eu la chance d'avoir dans la même salle le Président de la République, un ancien Président de la République, le Premier Ministre, le Vice-Président et les chefs d'Agences. Je tiens vraiment à vous féliciter. C'est un signe très clair de votre engagement personnel pour ce combat.

Je voudrais remercier tout particulièrement mon grand frère Alassane Ouattara, Président de la Côte d'Ivoire, pour sa ténacité, sa clairvoyante autorité et son incessant combat pour le droit à la santé pour tous. Merci pour votre hospitalité et la chaleur de votre accueil.

Permettez-moi aussi de féliciter Dr Ihab Ahmed Abdelrahman Ahmed et ma sœur Raymonde Goudou Coffie, ainsi que les autres organisateurs, pour l'organisation de cette 19<sup>ème</sup> conférence d'ICASA qui, je l'espère, sera un tournant décisif dans la lutte contre le sida en Afrique.

Monsieur le Président, la 19<sup>ème</sup> session d'ICASA arrive à un moment où le monde est en pleine mutation. Nous assistons malheureusement à une montée du terrorisme, à la déstructuration des états, aux troubles politiques et sociaux, aux changements climatique, démographique, technologique, à la montée du nationalisme et des phénomènes migratoires qui nous interpellent. Avec tout cela, nous assistons malheureusement à une remise en question de l'aide publique au développement.

Ce contexte nouveau nous interpelle et nous oblige à repenser nos stratégies afin de préserver nos acquis et repositionner le futur de la lutte contre le sida.

Il y a en effet exactement vingt ans, nous nous réunissions ici à Abidjan. Cette année-là nous venions d'assister, impuissants, à la mort de 2,3 millions de personnes. Les traitements existants étaient réservés aux pays riches. A l'époque on disait « les malades sont au Sud et



les médicaments sont au Nord ». Les personnes vivant avec le VIH étaient rejetées et visées par des mesures pénales.

Mais ce jour-là à Abidjan, les mots du Président Chirac qui raisonnent encore aujourd'hui dans cette salle ont été source d'encouragement et d'inspiration. Il nous a dit que la faiblesse des armes dont nous disposons n'était pas une raison pour se résigner ou sombrer dans le fatalisme mais au contraire, que la riposte devait être énergique, qu'elle devait être médicale et scientifique, mais aussi résolument politique.

Ces paroles d'indignation et de révolte devant la souffrance qui s'abat en priorité sur les plus vulnérables, les plus pauvres, me rappellent le sens des combats que vous avez menés, mesdames et messieurs. Combat contre l'injustice sociale, combat contre la discrimination, combat contre l'exclusion, combat contre le préjudice et combat pour restaurer la dignité humaine et protéger les droits sociaux.

L'activisme, l'engagement communautaire, la volonté politique, la mobilisation de la science et l'innovation ont permis d'atteindre des résultats remarquables, et même spectaculaires.

En Afrique du Sud, en l'an 2000, il y avait 90 personnes sous traitement, aujourd'hui il y en a 4,2 millions. En Afrique, en l'an 2000, il y avait 100 000 personnes sous traitement, aujourd'hui il y en a 14 millions.

Je voudrais dire que ce ne sont pas seulement des chiffres, ce sont des vies sauvées. Ce ne sont pas seulement des nombres, c'est plutôt toute une transformation de la société, un engagement politique, qui s'est traduit par des résultats et des impacts. Des résultats, parce que nous avons aujourd'hui en Afrique une baisse de la mortalité due au sida de 52%, une réduction des nouvelles infections de 45% et une baisse des nouvelles infections chez les enfants de 66%. Madame la Première Dame, je vous remercie pour votre combat et votre engagement pour ces enfants.

Je suis persuadé – comme le disait encore le Président Chirac – que « le sida est encerclé de toutes parts. Il finira par céder. » Mais il n'est pas encore vaincu.

Ce n'est pas le moment de baisser la garde, nous devons au contraire redoubler nos efforts. La complaisance est notre plus grande ennemie.

Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre nos acquis. Si nous voulons parvenir à mettre fin à cette épidémie nous devons agir, et agir maintenant et différemment.

Monsieur le Président, permettez-moi d'insister sur six priorités d'action.

## LA PREMIÈRE, C'EST L'OBLIGATION DE PROTÉGER LES FILLES ET LES JEUNES FEMMES

En Afrique subsaharienne, les filles et les jeunes femmes sont particulièrement exposées au risque d'infection à VIH. Les efforts de prévention du VIH doivent être intensifiés – des études montrent que les filles âgées de 15 à 19 ans représentent 74% des nouvelles infections chez les adolescents dans certaines parties de l'Afrique de l'Est, et plus de 90% en Afrique australe.

Environ une fille sur trois dans les pays en développement se marie avant l'âge de 18 ans. Globalement, environ 37 000 mariages d'enfants ont lieu chaque jour.

Lutter contre les inégalités qui mettent en danger les femmes et les filles est une priorité absolue dans la riposte au sida. Cependant, comme le dernier rapport de l'ONUSIDA le montre, nous constatons un problème sérieux – les hommes n'utilisent pas les services destinés à la prévention du VIH, ou ils ne sont pas dépistés. Ils n'ont accès que tardivement aux traitements, ce qui notamment perpétue le cercle vicieux de la transmission. C'est pour toutes ces raisons que j'ai lancé la coalition mondiale pour la prévention.

## DEUXIÈMEMENT, NOUS DEVONS REFUSER LA DISCRIMINATION, L'EXCLUSION ET LA STIGMATISATION

Il est scandaleux, après presque 40 ans, de constater que les préjugés, l'exclusion et la discrimination active sont toujours tristement actuels, pas seulement dans les rues, les salles d'audience, les cliniques, mais un peu partout. A « l'accès universel », unanimement reconnu comme indispensable, se sont malheureusement substitués « des obstacles universels » qui continuent à obliger les populations clés – notamment les travailleurs du sexe, les hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes, les personnes transgenres, les consommateurs de drogues injectables, les prisonniers, les migrants – et les communautés fragiles à se cacher, ce qui les empêche d'avoir accès aux services et de venir se faire dépister sur une base volontaire. Nous devons changer cela.

## TROISIÈMEMENT, NOUS DEVONS EXCLURE TOUTE RÉPONSE À 2 VITESSES EN AFRIQUE

Nous ne devons plus accepter qu'il y ait une réponse à 2 vitesses en Afrique. L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Centre sont à la traîne. Cela m'attriste, mais c'est la réalité. En 2016, 42% des personnes vivant avec le VIH connaissaient leur statut et 35% des personnes vivant avec le VIH recevaient un traitement contre la maladie. En 2016, en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Centre, 78% des enfants vivant avec le VIH ne recevaient pas de traitement.

Nous devons changer cette situation. Nous devons nous engager ensemble pour faire en sorte que le plan de rattrapage devienne une réalité pour chacun de ces pays qui, malheureusement, sont laissés pour compte.

## QUATRIÈMEMENT, IL NOUS FAUT SORTIR LE SIDA DE SON ISOLEMENT

Nous ne pouvons plus continuer à avoir une vision seulement verticale et isolée de la réponse au VIH. Il est indispensable aujourd'hui d'accroître les synergies avec les programmes contre la tuberculose, les hépatites, le cancer du col de l'utérus, les maladies non transmissibles, afin de diminuer les principales causes de maladies et de décès parmi les personnes vivant avec le VIH. Les Objectifs du Développement Durable, la santé mondiale et les financements, tous nos cadres d'actions vont dans cette direction. C'est le gage de l'efficacité.

## CINQUIÈMEMENT, NOUS DEVONS ÉVITER LES CRISES DE DÉPENDANCE

L'Afrique, Monsieur le Président, c'est un fait que j'ai partagé avec vous à plusieurs reprises, l'Afrique, malheureusement, fabrique moins de 3% des médicaments consommés localement. Plus de 25% du poids des maladies mondiales se trouve cependant en Afrique.



85 à 90% des personnes vivant avec le VIH sous traitement sont tributaires de financements externes.

Je tiens à vous remercier Monsieur le Président pour votre décision d'augmenter de 400% le budget alloué pour les traitements des personnes qui en ont besoin en Côte d'Ivoire. Il s'agit d'une contribution de l'Etat de 21milliards de francs CFA sur la période de 2018 à 2020, avec l'ambition d'infléchir la prévalence à 1% d'ici 2020.

## SIXIÈMEMENT, NOUS DEVONS REDYNAMISER LA PLACE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

C'est mon dernier souhait, Monsieur le Président : **redynamiser la place de la société civile**. Sans la société civile, il n'y aurait pas de conférence sur le sida.

C'est le dernier point sur lequel je voudrais intervenir, et qui m'inquiète le plus, celui de l'amointrissement de l'espace dévolu à la société civile. Le mouvement associatif a été à la base de la transformation de la réponse au sida. Avec les coupes budgétaires, la société civile risque de perdre sa capacité d'action et sa vitalité.

La nouvelle frontière de l'Afrique, c'est la jeunesse. Je sais que vous l'avez voulu, que vous l'avez mis au centre de vos préoccupations, ce combat pour faire en sorte que cette jeunesse nous accompagne, que cette jeunesse soit cette force de transformation du continent.

Je voudrais dire encore que près de la moitié de la population de notre continent a moins de 18 ans. Mais des millions de jeunes atteignent la maturité sexuelle sans avoir de connaissances sur le VIH et les autres maladies sexuellement transmissibles.

Nous devons être suffisamment courageux pour faire le lien entre la prévention du VIH et les droits de l'Homme. L'éducation sexuelle complète doit devenir une composante centrale de nos approches d'éducation.

Nous devons bâtir des compétences dans le domaine du sida pour promouvoir les droits en matière de santé sexuelle et reproductive. Voilà pourquoi une nouvelle coalition pour la prévention est essentielle.

Pour clore mon message, Monsieur le Président, je voudrais faire référence encore une fois au Président Chirac qui a dit à Abidjan il y a 20 ans « J'ai la conviction que le combat contre le sida engage plus que jamais notre conception de l'homme et celle des sociétés dans lesquelles nous vivons. »

Merci.

